

# ADDIP

ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'IDENTITE DES PYRENEES

Monsieur Nicolas Sarkozy,  
Président de la République  
Palais de l'Elysée  
55, Faubourg St Honoré  
75008 PARIS

Foix, le 13 Mars 2010

Objet : fin du plan-ours

Monsieur le Président,

**La réunion pyrénéenne** qui s'est déroulée ce 19 février à Saint-Gaudens (31), en réaction à l'annonce de nouveaux lâchers d'ours faite par Chantal Jouanno, a fédéré les forces politiques les plus importantes du massif. Autour de l'ADDIP, les élus nationaux, territoriaux, socio-professionnels et associatifs ont décidé de vous saisir afin que toute décision relative à ce dossier tienne compte de l'avis des populations, opposées au retour de l'ours.

Nous savons que votre position se situera, de façon républicaine, au dessus du champ d'influence des lobbies écologistes. Nous pensons que ces groupes ont fait pression sur le choix de la Secrétaire d'Etat.

**Les Pyrénéens ont choisi** : les élus renouvellent aujourd'hui leur refus de tout nouveau plan-ours, comme ils l'avaient déjà signifié en 2006 par le vote du Comité de Massif, sans être écoutés. Ils expriment la voix des habitants qui sont défavorables à 61% (avec un pic à 71% en Ariège) à de nouvelles introductions, comme l'a démontré l'IFOP dans son dernier sondage de décembre 2008.

Au niveau national, l'ours ne fait plus recette : alors qu'en 2004 la pétition de l'ADET recueillait 125.000 signatures - avant les lâchers - le nombre de signatures pour la pétition 2010 plafonne à 3.800 ... dont seulement 160 d'habitants des Pyrénées ! Aujourd'hui, les français adhèrent davantage à notre vision des Pyrénées « montagne vivante et préservée" qu'à celle des promoteurs du "tout sauvage".

Malgré la réserve toute pyrénéenne d'un peuple qui ne manifeste que très rarement, plus de 3.500 personnes sont venues de tout le massif nous rejoindre à Tarbes ce samedi 13 Mars : éleveurs, habitants, élus, acteurs économiques et du tourisme, associations, chasseurs, pêcheurs, forestiers .... Les élus les plus importants (Anem, Comité de Massif ...) ont exprimé la même vision d'avenir de nos territoires : la place de l'homme y est prépondérante. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, bien au delà d'un problème d'ours qui tue des brebis.

.../...

Selon les Cahiers Habitats du réseau Natura 2000, l'effectif minimum d'une population viable d'ours brun est compris entre **100 et 120 ours**. Les Pyrénées ne peuvent revenir à la situation d'il y a 100 ans quand elles avaient une population viable d'ours, à moins d'envisager un exode massif de leurs habitants.

**Nous voulons réaffirmer**, Monsieur le Président, que les décisions qui vont être annoncées relèvent d'un vrai choix politique pour l'avenir de ce massif. Ce choix n'appartient pas au secrétariat à l'Ecologie, mais à la Nation dont vous êtes le plus haut représentant :

- Soit l'Etat Français fait des Pyrénées un vaste sanctuaire où les activités humaines seront réduites puis éliminées au nom de la quiétude de l'ours.
- Soit l'Etat Français fait le choix de l'économie, du développement, des habitants, de l'emploi, du tourisme ET de la biodiversité que nous avons préservée aussi bien qu'ailleurs, sinon mieux.

**A court d'arguments**, sans légitimité politique locale, les promoteurs de l'ours et de l'ensauvagement « ont sorti le bâton » : ils tentent d'obtenir que l'Europe contraigne la France à de nouveaux lâchers d'ours, y compris par la force. Chantal Jouanno ne leur donne-t-elle pas de l'écho, en affirmant « *il faut des introductions, sinon l'ours va disparaître* » ? Sous l'angle scientifique, c'est déjà fait :

➔ La lignée pyrénéenne d'ours brun est définitivement éteinte, nul n'y pourra rien : ni l'UICN, ni l'Europe ne peuvent obliger la France à ressusciter les espèces disparues de son sol. L'ours brun n'est pas une espèce menacée, 250.000 ours vivent dans l'hémisphère nord, 42.000 en Europe.

Sans pour autant subir les foudres de l'Europe, les autres pays qui ont fait le choix d'introduire des ours slovènes - Italie, Autriche – ne renouvelleront pas l'expérience ; plusieurs de ces ours ont d'ailleurs été abattus lors d'incursions en Suisse et en Allemagne, Bruxelles ne s'y est pas opposée. Quant à l'Espagne, elle n'a pas réintroduit d'ours dans nos Pyrénées communes, et le Sénat vient d'y voter une motion demandant à l'Etat Espagnol de ne prendre, concernant l'ours, aucune décision qui ne serait approuvée par les élus locaux : Communautés Autonomes pour l'Espagne, Conseils Généraux pour la France.

**Regardons vers l'avenir !** Celui d'une biodiversité à visage humain que les Pyrénéens ont toujours défendue avec fierté et pugnacité. Le pilier du développement durable pyrénéen est un pastoralisme moderne, renouvelé. Les enjeux environnementaux du XXIème siècle vont décupler ses bénéfices :

- Il est créateur de richesse économique, d'emplois non délocalisables, garant d'entretien des paysages qui fondent notre attrait touristique, lequel crée à son tour de nouvelles ressources,
- Ses produits atteignent l'excellence gustative et environnementale, ils s'inscrivent dans les objectifs européens 2013 pour l'agriculture.
- Il est porteur d'un formidable espoir dans la lutte contre le réchauffement climatique : selon un rapport de la FAO (12/2009) « *les prairies représentent des puits de carbone qui, s'ils sont bien exploités, pourraient être plus efficaces que les forêts dans la lutte contre le réchauffement climatique .../... ce potentiel doit être une priorité de l'après-Kyoto* »

On est là bien au-dessus des projets de lâcher d'ours, symboles de nature artificialisée, labellisée et ruineuse. Alors pourquoi la France se retrouve-t-elle dans cette situation ? Il faut y voir un dégât collatéral de « *l'anormale proximité entre l'administration de l'Environnement et les milieux écologistes dont elle est en partie issue* », telle que la dénonçait Christian Estrosi dès 2003 dans le rapport d'enquête parlementaire qu'il présidait. C'est le dégât le plus visible, pour l'instant.

**Parmi les premiers, dès 2007**, vous déclariez : "*On ne sauvera pas l'humanité en faisant de l'écologie une idéologie totalitaire, qui se donnerait pour objectif de libérer l'homme de la civilisation pour le renvoyer à l'état sauvage*". Le retour forcé de l'ours n'est que la démonstration du pouvoir de cette même idéologie jusqu'au sein de l'Etat. Les radicaux de l'écologie ont fait de l'ours le symbole de leur puissance. Aujourd'hui, seule votre autorité pourra la contenir.

C'est ce que nous appelons de tous nos vœux, pour les Pyrénées et pour la France. Notre pays ne pourra réussir le grand défi du Grenelle, que vous avez initié, sans préserver l'écologie « des idéologues de tout poil », qui refusent d'entendre leurs contradicteurs.

Il a fallu la manifestation de Tarbes pour que Chantal Jouanno accepte enfin de nous recevoir. Les associations pro-ours dont Adet et Ferus n'ont semble-t-il pas connu ces difficultés. Vu l'importance de ce dossier pour l'avenir des Pyrénées, nous avons l'honneur de vous demander audience. Il nous semble très important de vous rencontrer, pour vous apporter directement certains éléments incontestables. Avec nous, ce sont les élus de tout bord politique, les plus hauts responsables de l'agriculture et de la chasse, qui vous demandent l'arrêt des réintroductions d'ours.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

*Philippe Lacube, Président de l'ADDIP,  
et l'ensemble des co-signataires ci-après.*

Copie à M. **Jean-Louis Borloo**, ministre d'Etat, ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer, en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat.

Copie à : Mme **Chantal Jouanno**, secrétaire d'Etat chargée de l'Ecologie, auprès du ministre d'Etat, ministre de l'Ecologie et du Développement durable.

DEMANDE D'ARRET des introductions d'ours dans les Pyrénées  
Co-signataires du courrier de l'ADDIP au Président de la République - 13 Mars 2010

**Grands élus des Pyrénées**

- Mme **DURRIEU Josette**, Sénatrice,  
Présidente du Conseil Général des Hautes-Pyrénées
- M. **BONREPAUX Augustin**, Président du Conseil Général de l'Ariège
- M. **BEL Jean-Pierre**, Sénateur de l'Ariège
- M. **FORTASSIN François**, sénateur,  
Vice-Président conseil général Hautes-Pyrénées
- M. **MAITIA François**, Conseiller Général Pyrénées-Atlantiques,  
Vice-Président Conseil Régional Aquitaine,  
Président de l'assemblée permanente du Comité de Massif des Pyrénées
- M. **DENARD Henri**, Député, Vice-Président du Conseil Général de Haute-Garonne
- M. **LASSALLE Jean**, Conseiller Général, Député des Pyrénées Atlantiques,  
Président de l'I.P.H.B, Institut Patrimonial du Haut-Béarn
- M. **FORGUES Pierre**, Député, Conseiller Régional des Hautes-Pyrénées
- Mme **MASSAT Frédérique**, Députée de l'Ariège
- Mme **ROBIN-RODRIGO Chantal**, Conseillère Générale,  
Députée des Hautes-Pyrénées
- M. **ARHANCETS Michel**, Député des Pyrénées-Atlantiques,
- M. **NAYROU Henri**, Député de l'Ariège
- M. **PIQUEMAL Bernard**, Conseiller Général de l'Ariège,  
Vice-Président du Conseil Général de l'Ariège
- M. **PELIEU Michel**, Vice-Président du Conseil Général des Hautes-Pyrénées
- M. **CARBALLIDO Marc**, Conseiller Régional,  
Vice-Président du Conseil Régional de Midi-Pyrénées
- M. **BERDOU André**, Conseiller Général Pyrénées-Atlantiques,  
Président du Parc National des Pyrénées
- M. **SOUBERBIELLE Bernard**, 2ème Vice-Président du Parc National  
des Pyrénées, Maire de Betpouey
- M. **LEPORE Bruno**, Conseiller Général des Hautes-Pyrénées
- M. **BEHAGUES Jacques**, Conseiller Général des Hautes-Pyrénées
- M. **AURIAC-MEILLEUR Pierre**, Conseiller Général de l'Ariège
- M. **BRUNE Jacques**, conseiller général des Hautes-Pyrénées
- M. **DURAN Alain**, Conseiller Général de l'Ariège
- Mme **LATAPIE Josette**, Conseillère Générale des Hautes-Pyrénées
- M. **LEO Marc**, conseiller général des Hautes-Pyrénées
- M. **LOUBET Christian**, Conseiller Général de l'Ariège
- M. **SICRE Roger**, Conseiller Général de l'Ariège
- M. **SOUQUET Julien**, Conseiller Général de l'Ariège
- M. **TREMEGE Gérard**, Conseiller Régional des Hautes-Pyrénées,  
Maire de Tarbes, Président de la Communauté d'agglomération du Grand Tarbes
- M. **ZONCH Robert**, Conseiller Général de l'Ariège,  
Vice-Président du Conseil Général de l'Ariège

## **ELUS et REPRESENTANTS de l'agriculture**

- M. **CAZAUBON Jean-Louis**, Président de la Chambre Régionale d'Agriculture Midi-Pyrénées, Président de la chambre d'agriculture des Hautes-Pyrénées
- M. **ANXOLABEHÈRE Jean-Michel**, Président de la Chambre d'agriculture des Pyrénées Atlantiques, Président de l'ACAP, association des Chambres d'Agriculture des Pyrénées,
- M. **TOULIS François**, Président de la Chambre d'Agriculture de l'Ariège
- M. **ADER Francis**, Secrétaire chambre agriculture 31; vice président ACAP, Association des Chambres d'Agriculture des Pyrénées
- Mme **BROUEILH Marie-Lise**, élue chambre d'agriculture des Hautes-Pyrénées, Présidente du Syndicat des Eleveurs BAREGES-GAVARNIE
- M. **CAZAUX Alain**, élu chambre d'agriculture des Pyrénées Atlantiques
- M. **BAYLE Raymond**, Président de la Commission Syndicale de la Vallée de Barèges, président de la Fédération des commissions syndicales.
- M. **CAZAUX Jean-Pierre**, Président de l'association départementale des gestionnaires d'estives, Hautes-Pyrénées.
- M. **ARHANCETS Michel**, Député des Pyrénées-Atlantiques, Président de la Coopérative Agneau de Lait des Pyrénées AXURIA
- M. **BASSE Vincent**, Président MSA et GROUPAMA Pyrénées-Atlantiques

## **REPRESENTANTS des exploitants et propriétaires forestiers**

- M. **CARRERE Christian**, Président du Syndicat Interdépartemental des Propriétaires Exploitants, administrateur Centre Régional de la Propriété Forestière Midi-Pyrénées
- M. **SABOULARD Jean-François**, Président du Syndicat départemental des Propriétaires Forestiers des Hautes-Pyrénées

## **REPRESENTANTS de la chasse**

- M. **DELCASSO Jean-Marc**, Président de la Fédération des Chasseurs des Hautes-Pyrénées
- M. **FERNANDEZ Jean-Luc**, Président de la Fédération des Chasseurs de l'Ariège
- M. **PLACE Bernard**, Président de la Fédération des Chasseurs des Pyrénées-Atlantiques

## **Représentants des partis politiques**

- M. **NIHOUS Frédéric**, Président National de CPNT Chasse, Pêche, Nature et Traditions
- M. **PUYJALON Eddie** Secrétaire Général de Chasse, Pêche, Nature et Traditions

## **REPRESENTANTS des associations et structures pyrénéennes**

- M. **LACUBE Philippe**, Président de l'ADDIP, Coordination Pyrénéenne, association pour le développement durable de l'identité des Pyrénées
- M. **LASSALLE Jean**, Président de l'IPHB, Institut Patrimonial du Haut-Béarn
- M. **CASADEBAIG Robert**, Président de l'association ASPE-OSSAU Vallées de Liberté, maire de Laruns
- Mme **BROUEILH Marie-Lise**, Présidente de l'ASPP65, Association pour la Sauvegarde du Patrimoine des Hautes-Pyrénées
- M. **POMMIES Jean-Pierre**, Coprésident de la FTEM64, Fédération Transpyrénéenne des Eleveurs de Montagne, Président de l'association des bergers de l'Ouzoum
- M. **DENJEAN Rémi**, Coprésident de l'ASPAP, Association pour la Sauvegarde du Patrimoine d'Ariège-Pyrénées
- M. **DUBUC Gérard**, Coprésident de l'ASPAP, Association pour la Sauvegarde du Patrimoine d'Ariège-Pyrénées, maire de Saint Lary
- M. **IRIART Alain**, Coprésident de la FTEM64, Fédération Transpyrénéenne des Eleveurs de Montagne, Président de l'association des bergers de Haute-Soule
- M. **PARIS Marc**, Coprésident de la FTEM64, Fédération Transpyrénéenne des Eleveurs de Montagne, Président du comité anti-réintroductions Aspe-Ossau-Barétous,
- M. **RALU Olivier**, Coprésident de l'ASPAP, Association pour la Sauvegarde du Patrimoine d'Ariège-Pyrénées
- Mme **SOLTERO Béatrice**, Présidente de l'ADIP31, association de défense de l'identité pyrénéenne